

**NOUVELLE ÉTUDE DE L'INSTITUT DU QUÉBEC****ÉDUCATION : D'UNE ÈRE DE DÉPENSES MASSIVES AUX COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES**

**Montréal, le 15 janvier 2026.** Lors de la campagne électorale de 2018, la Coalition Avenir Québec (CAQ) avait placé l'éducation au cœur de ses priorités, promettant de renverser ce qu'elle qualifiait alors d'années de sous-investissement dans le réseau. Aujourd'hui, près de huit ans plus tard, force est de constater que l'annonce de compressions budgétaires suscite plutôt de vives inquiétudes. Dans une [analyse publiée en ce jour](#), l'Institut du Québec (IDQ) révèle que si le gouvernement a, en effet, depuis son entrée au pouvoir investi massivement en éducation, portant même les dépenses à des niveaux records, les résultats escomptés se font encore attendre.

Entre 2018 et 2024, les dépenses en éducation ont augmenté de 57 % au Québec. Cette hausse s'explique en partie par l'accroissement du nombre d'élèves (+10 %), mais surtout par une bonification des services : les dépenses par élève ayant bondi de 43 % au cours de cette période.

« Notre étude révèle que cette hausse des dépenses ne faisait pas suite à un désinvestissement si criant en éducation, précise Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ. Déjà en 2018, le Québec dépensait à peine moins par élève que la moyenne canadienne. Mais aujourd'hui, après ces investissements massifs, la province dépense 23 % de plus par élève que la moyenne nationale. »

En outre, l'analyse nous apprend que cette hausse des dépenses n'a pas été progressive : soutenue entre 2018 et 2023 avec près de 5 % par année, elle a grimpé à presque 15 % en 2024, conséquence directe des hausses salariales et de l'embauche d'aides à la classe négociées lors du renouvellement des conventions collectives.

**Une forte croissance du nombre d'éducateurs par élève**

En effet, le nombre d'aides à la classe – réservés auparavant à des projets pilotes – a presque triplé en six ans. De façon générale, la hausse des dépenses résulte en grande partie d'un recrutement de personnel lié aux services aux élèves : 27 000 enseignants de plus (+22 %) et 1 900 professionnels supplémentaires (+49 %), dont des orthophonistes, psychologues et psychoéducateurs.

Le réseau québécois, qui comptait déjà en 2018 davantage d'éducateurs par élève qu'ailleurs au pays, a depuis creusé encore plus cet écart. Si bien qu'en 2024, on dénombrait 122 éducateurs pour 1 000 élèves au Québec alors que la moyenne canadienne s'élevait à 82.

**Des postes comblés mais à quel prix?**

Face à cette expansion considérable des effectifs en éducation, plusieurs questions se posent. Notamment, est-ce que ces importants recrutements répondent adéquatement à la demande? L'embauche en éducation s'est-elle réellement simplifiée? Malheureusement, faute de données disponibles au Québec, il est difficile, voire actuellement impossible, de mesurer objectivement l'évolution de ces défis.

Plus inquiétant encore, le réseau de l'éducation parvient à honorer ses engagements, mais au détriment de la qualité : selon les rares données disponibles, 25 % des enseignants ne sont pas légalement qualifiés et près de la moitié occupent un emploi précaire.

Bien que les investissements en éducation nécessitent du temps pour porter leurs fruits, force est de constater que les améliorations concrètes tardent à se manifester. En 2024, seulement 65 % des élèves du secteur public ont obtenu un diplôme d'études secondaires en cinq ans, ce qui représente une modeste progression par rapport à la cohorte de 2018 (64 %). De plus, le taux de diplomation des garçons a certes progressé de 56 % à 59 % entre 2018 et 2024, mais il demeure nettement inférieur à celui des filles (72 %).

Paradoxalement, le Québec continue de briller à l'international : cinquième rang mondial aux tests PISA 2022 en littératie et numératie, prouvant que son système éducatif, souvent critiqué, atteint néanmoins plusieurs objectifs fondamentaux d'apprentissage.

### **Des compressions budgétaires qui inquiètent**

La volonté du gouvernement de ralentir de façon substantielle la croissance des dépenses en éducation afin de revenir à l'équilibre budgétaire s'annonce aussi comme un exercice complexe. Avec la majorité du budget consacrée aux salaires et un effectif difficilement réductible, la marge de manœuvre s'avère extrêmement limitée.

D'ailleurs, on le constate déjà : la simple stabilisation des dépenses prévue pour la rentrée 2025-2026 a provoqué une levée de boucliers, démontrant que même des contraintes financières modestes peuvent affecter considérablement le réseau de l'éducation. Les compressions plus importantes prévues pour les prochaines années – 1,6 % par année d'ici 2027 – exigeront donc indéniablement une réflexion sur le panier de services à offrir. Quels programmes maintenir, prioriser ou abandonner? Les ressources consacrées à l'éducation sont-elles bien utilisées et affectées aux bonnes priorités? Un défi majeur complique toutefois cette démarche : la disponibilité des données. Sans statistiques précises sur le personnel et sans indicateurs de performance harmonisés, il est impossible de mesurer l'efficacité des investissements et de déterminer si chaque dollar additionnel sert véritablement à la réussite des élèves.

« Malgré des dépenses substantielles, le réseau de l'éducation est encore souvent qualifié de système " en crise ", souligne Emna Braham. Bien que le Québec aspire légitimement au meilleur système éducatif possible, il demeure difficile d'établir une corrélation directe entre la hausse des dépenses et une amélioration mesurable des résultats. »

-30-

### **Pour en savoir plus**

Téléchargez le rapport [\*Dépenses en éducation : Le gouvernement a-t-il réussi son pari?\*](#)

### **À propos de l'Institut du Québec**

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. [www.institutduquebec.ca](http://www.institutduquebec.ca) | @InstitutduQC

### **Source**

Liette D'Amours  
Responsable des relations avec les médias  
514 649-2347 — [liette.damours@comredac.com](mailto:liette.damours@comredac.com)